

**Sauvegarde  
de l'Enfance et de l'Adolescence  
du Val d'Oise**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

2, rue du Lendemain  
95800 CERGY-LE-HAUT

\*\*\*\*\*

**Rapport du Commissaire aux comptes  
sur les Comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2023**

## Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence du Val d'Oise

Rapport du Commissaire aux comptes sur les Comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'assemblée générale,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SAUVEGARDE 95 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association SAUVEGARDE 95 à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant de l'annexe :

#### En cours SIE

- Comme indiqué dans les faits caractéristiques de l'annexe, et au § - *changement de méthode comptable à l'initiative de l'entité* depuis le 31/12/2023, l'association a évalué et enregistré dans les produits 2023 les en-cours de facturation des prestations réalisées en 2023 liés aux mesures judiciaires d'investigations éducatives (MJIE) qui ont été facturées en 2024. Le montant des en-cours au 31/12/23 a été évalué à 433.395 €.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités du Conseil d'administration

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé,



influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

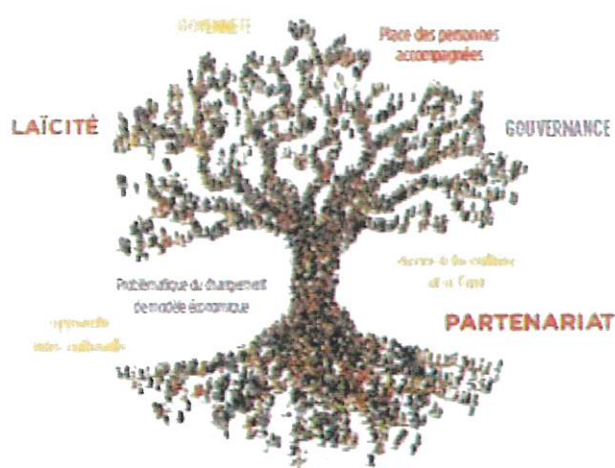
Fait à Paris, le 13 juin 2024

Le commissaire aux comptes  
**EXPERTISE ET CONSEIL**

Signé par  
  
Signature numérique de : Stéphane CUZIN  
Date : 13/06/2024 17:35  
Lieu : PARIS  
65643536393961662d6...  
Stéphane CUZIN  
Associé



## ÉTATS FINANCIERS SUR LES COMPTES ARRETÉS AU 31/12/2023



## SOMMAIRE

<b>Bilan</b>	1-3
<b>Compte de résultat</b>	4-5
<b>ANNEXES</b>	6
• Immobilisation	7
• Amortissements	8
• Créances et Dettes	9
• Provisions	10
1. <u>Dispositions générale</u>	11-12
• Identité, organisation	
• Les faits caractéristiques de l'exercice	
• Evénements post clôture des comptes	
2. <u>Règles et méthode comptables</u>	12-13
• Conventions générales	
• Référentiels comptables	
• Dérogation aux méthodes comptables	
• Changement de la réglementation comptable	
• Changement de la méthode comptable à l'initiative de l'entité	
3. <u>Notes sur l'actif du bilan</u>	14-15
• Immobilisations incorporelles et corporelles	
• Immobilisation financières	
• Amortissements	
• Amortissements dérogatoires	
• Tableau des filiales et participations	
• Créances	
• Valeurs mobilières de placement	
4. <u>Notes sur le passif du bilan</u>	15-16
• Les fonds propres	
• Les subventions d'investissements	
• Les provisions réglementées	
• Les provisions pour risques et charges	
• Emprunts et dettes financières diverses	
• Les dettes provisionnées pour congés à payer	
5. <u>Notes sur le compte de résultat</u>	
• Résultat effectif Etablissement sous gestion Contrôlée	14
• Résultat effectif Etablissement Gestion Libre	14
• Résultat comptable global	14
• Ventilation des produits de la tarification et subventions	15
• Indemnités de fin de carrière	16
• Tableau des effectifs	20
• Rémunération des dirigeants	20
• Honoraires du commissaires aux comptes	20
• Compte épargne temps	20
• Bénévolat et mise à disposition	21
• Engagements reçus ou donnés au cours de l'exercice	21
• Tableau détaillés des provisions	22
• Tableau de suivi des fonds associatifs	23
• Affectation de résultat	23
• Variation des fonds dédiés	24
• Charges constatées d'avance	24
• Produits constatés d'avance	24
• Subventions d'investissements	25
• Tableau des produits à recevoir	25
• Tableau du résultat financier	26
• Tableau du résultat exceptionnel	27

# BILAN



ACTIF	2023 Exercice de 12 mois			
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET 2023	NET 2022
<b>Actif Immobilisé</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>186 872</b>	<b>-60 294</b>	<b>126 578</b>	<b>77 238</b>
Frais d'établissement	133 670	-7 091	126 578	74 855
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	53 203	-53 203		2 383
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>8 300 824</b>	<b>-5 758 809</b>	<b>2 542 014</b>	<b>2 719 705</b>
Terrains	30 000		30 000	30 000
Constructions	6 017 145	-3 992 248	2 024 897	2 167 015
Installations techniques matériel et outillage	72 064	-53 490	18 574	24 513
Autres immobilisations corporelles	2 137 752	-1 713 072	424 680	461 754
Immobilisations corporelles en cours	43 863		43 863	36 423
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>133 343</b>		<b>133 343</b>	<b>130 383</b>
Participations et Créances rattachées	1 020		1 020	1 020
Autres	132 323		132 323	129 363
<b>TOTAL I</b>	<b>8 621 039</b>	<b>-5 819 103</b>	<b>2 801 935</b>	<b>2 927 326</b>
<b>Actif Circulant</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	65 463		65 463	
Avances et acomptes versés sur commandes	65 463		65 463	
<b>Créances</b>	<b>2 925 784</b>		<b>2 925 784</b>	<b>3 125 214</b>
Créances redevables usagers et comptes rattachés	2 050 735		2 050 735	1 848 267
Créances reçues par legs ou donations	6 600		6 600	2 000
Autres Créances	868 449		868 449	1 274 947
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>137 767</b>		<b>137 767</b>	<b>1 206 883</b>
Valeurs mobilières de placement	137 767		137 767	1 206 883
<b>Disponibilités</b>	<b>5 342 467</b>		<b>5 342 467</b>	<b>4 651 084</b>
Disponibilités	5 342 467		5 342 467	4 651 084
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>69 145</b>		<b>69 145</b>	<b>54 952</b>
Charges constatées d'avance	69 145		69 145	54 952
<b>TOTAL II</b>	<b>8 540 626</b>		<b>8 540 626</b>	<b>9 038 134</b>
<b>TOTAL ACTIF I+II</b>	<b>17 161 665</b>	<b>-5 819 103</b>	<b>11 342 562</b>	<b>11 965 459</b>



PASSIF	2023	2022
<b>Fonds propres</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	295 183	295 183
Fonds propres statutaires	242 883	242 883
Fonds propres complémentaires	52 300	52 300
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	
Réserves pour projet de l'entité	6 165 679	5 990 198
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	4 690 430	4 514 950
Autres réserves		
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau	-2 683 866	-1 055 693
<i>dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-1 891 840	-301 114
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>		
Excédent ou déficit de l'exercice	445 487	-579 936
<i>dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales &amp; médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	462 556	-354 573
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>4 222 483</b>	<b>4 649 752</b>
<b>Subventions d'investissement</b>		
Subventions d'investissement	253 806	163 780
<b>Provisions réglementées</b>		
Provisions réglementées	688 084	688 084
<b>TOTAL I</b>	<b>5 164 373</b>	<b>5 501 616</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds dédiés	1 197 219	1 244 432
<b>TOTAL II</b>	<b>1 197 219</b>	<b>1 244 432</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	372 903	331 353
Provisions pour charges	418 781	257 085
<b>TOTAL III</b>	<b>791 684</b>	<b>588 438</b>
<b>Dettes</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	839 456	907 560
Emprunts et dettes financières diverses	1 115	1 100
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	249 898	286 747
Dettes fiscales et sociales	2 382 646	2 732 089
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	15 668	19 782
Autres dettes (d'exploitation)	130 341	280 629
Produits constatés d'avance	570 161	403 065
<b>TOTAL IV</b>	<b>4 189 285</b>	<b>4 630 973</b>
<b>TOTAL PASSIF I+II+III+IV</b>	<b>11 342 561</b>	<b>11 965 459</b>

## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT EXERCICE COMPTABLE 2023			
Intitulé	2023	2022	Variation
<b>Produit d'exploitation Total I</b>	<b>22 387 325</b>	<b>21 469 035</b>	<b>918 290</b>
Cotisations	746	750	-4
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>815 787</b>	<b>808 850</b>	<b>6 937</b>
Ventes de biens	1 530	87	1 443
Ventes de services	814 257	808 763	5 494
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>21 006 680</b>	<b>19 751 813</b>	<b>1 254 868</b>
Concours publics et subvt* exploitation	17 142 391	16 521 162	621 229
Subventions d'exploitation	3 864 289	3 230 650	633 639
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>7 318</b>	<b>8 758</b>	<b>-1 440</b>
Dons manuels	7 318	8 758	-1 440
<b>Reprises/prov. &amp; amort, transf. de charge</b>	<b>138 418</b>	<b>655 132</b>	<b>-516 714</b>
Utilisations des fonds dédiés	202 622	4 950	197 672
<b>Autres produits</b>	<b>215 754</b>	<b>238 782</b>	<b>-23 029</b>
<b>Charges d'exploitation Total II</b>	<b>22 763 853</b>	<b>22 102 212</b>	<b>661 641</b>
Achats de marchandises	14 680	10 551	4 129
Autres achats et charges externes	4 905 323	4 502 693	402 630
Impôts, taxes et versements assimilés	1 631 377	1 498 002	133 376
Salaires et traitements	11 274 038	11 419 780	-145 742
Charges sociales	4 283 912	4 156 721	127 191
Dotations aux amortissements	422 780	386 791	35 988
Autres charges	78 602	85 169	-6 567
Dotations aux provisions	133 843	37 000	96 843
Report en fonds dédiés	19 298	5 505	13 793
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-376 528</b>	<b>-633 177</b>	<b>256 649</b>
<b>Produits financiers Total III</b>	<b>63 969</b>	<b>8 578</b>	<b>55 391</b>
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	9 855	4 422	5 433
Autres intérêts et produits assimilés	63	6	57
Reprises/provisions et transfert de char	54 051	2 761	51 290
Produits net/cession des V.M.P	0	1 389	-1 389
<b>Charges financières Total IV</b>	<b>12 622</b>	<b>10 250</b>	<b>2 373</b>
Dotations amort., dépréciations et provisions	0	0	0
Intérêts et charges assimilées	12 622	8 901	3 722
Charges nettes/cessions des V.M.P.	0	1 349	-1 349
<b>Resultats financiers</b>	<b>51 347</b>	<b>-1 672</b>	<b>53 019</b>
<b>Resultats courants avant impôts</b>	<b>-325 181</b>	<b>-634 849</b>	<b>309 668</b>
<b>Produits exceptionnels Total V</b>	<b>829 673</b>	<b>71 920</b>	<b>757 753</b>
Sur opération de gestion	742 465	24 575	717 891
Sur opération en capital	87 208	47 345	39 862
<b>Charges exceptionnelles Total VI</b>	<b>56 625</b>	<b>16 236</b>	<b>40 389</b>
Sur opération de gestion	56 625	13 822	42 803
Sur opération en capital	0	2 414	-2 414
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>773 048</b>	<b>55 684</b>	<b>717 364</b>
<b>Impôts sur les bénéfices Total VII</b>	<b>2 380</b>	<b>771</b>	<b>1 609</b>
Impôts sur les bénéfices	2 380	771	1 609
<b>Produits</b>	<b>23 280 967</b>	<b>21 549 533</b>	<b>1 731 435</b>
<b>Charges</b>	<b>22 835 480</b>	<b>22 129 469</b>	<b>706 012</b>
<b>Excédent ou déficit</b>	<b>445 487</b>	<b>-579 936</b>	<b>1 025 423</b>
Dont résultat des activités sous gestion contrôlée	462 556	-354 575	
Dont résultat des activités en gestion propre ou non contrôlée	-17 069	-225 361	
<b>Contribution volontaire en nature</b>	<b>146 182</b>	<b>126 853</b>	
Bénévolat	146 182	126 853	
<b>Charges des contributions volontaire en nature</b>	<b>146 182</b>	<b>126 853</b>	
Bénévolat	146 182	126 853	



## ANNEXES



# Immobilisations

SAUVEGARDE GLOBAL 2023

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement	75 589.52		58 080.00
Autres postes d'immobilisations incorporelles	53 756.90		
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>129 346.42</b>		<b>58 080.00</b>
Terrains	30 000.00		
Constructions sur sol propre	2 828 601.03		10 107.93
Constructions sur sol d'autrui	565 400.00		
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	2 514 159.97		106 297.14
Installations techniques, matériel et outillage industriels	68 101.25		3 962.34
Install générales, agenc. et aménag. divers	128 394.66		566.23
Matériel de transport	1 051 603.87		45 865.00
Matériel de bureau et informatique, mobilier	860 062.24		52 338.25
Emballage récupérables et divers	91 984.93		9 771.56
Immobilisations corporelles en cours	36 422.64		43 863.00
Avances et acomptes			
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>8 174 730.59</b>		<b>272 771.45</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation	1 020.00		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	129 362.75		5 753.01
<b>Immobilisations financières</b>	<b>130 382.75</b>		<b>5 753.01</b>
<b>Total Général</b>	<b>8 434 459.76</b>		<b>336 604.46</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de			133 669.52	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		554.04	53 202.86	
<b>Immobilisations incorporelles</b>		<b>554.04</b>	<b>186 872.38</b>	
Terrains			30 000.00	
Constructions sur sol propre			2 838 708.96	
Constructions sur sol d'autrui			565 400.00	
Install générales, agenc. et aménag. des constructions		7 421.00	2 613 036.11	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			72 063.59	
Install générales, agenc. et aménag. divers		7 380.07	121 580.82	
Matériel de transport	20 900.00	54 752.00	1 042 716.56	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		40 302.52	872 097.97	
Emballage récupérables et divers		399.99	101 356.50	
Immobilisations corporelles en cours		36 422.64	43 863.00	
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>20 900.00</b>	<b>146 678.22</b>	<b>8 300 823.51</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation			1 020.00	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		2 793.12	132 322.64	
<b>Immobilisations financières</b>		<b>2 793.12</b>	<b>133 342.64</b>	
<b>Total Général</b>	<b>20 900.00</b>	<b>150 025.38</b>	<b>8 621 036.53</b>	

## Amortissements

SAUVEGARDE GLOBAL 2023

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement	734.90	6 356.45		7 091.35
Autres postes d'immobilisations incorporelles	51 373.56	2 383.34	554.04	53 202.86
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>52 108.46</b>	<b>8 739.79</b>	<b>554.04</b>	<b>60 294.21</b>
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 848 586.65	92 491.59		1 941 078.24
Construction sur sol d'autrui	5 496.94	18 846.67		24 343.61
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	1 887 062.55	147 184.21	7 421.00	2 026 826.76
Installations techniques, matériel et outillage	43 587.82	9 901.75		53 489.57
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	103 204.56	7 389.22	7 380.07	103 213.71
Matériel de transport	832 291.15	70 295.36	75 652.83	847 833.68
Matériel de bureau, informatique, mobilier	663 327.53	61 356.53	40 302.52	684 381.54
Emballages récup et divers	71 468.44	6 574.63	399.99	77 643.08
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5 455 025.64</b>	<b>414 039.96</b>	<b>131 156.41</b>	<b>5 758 809.19</b>
<b>Total Général</b>	<b>5 507 134.10</b>	<b>422 779.75</b>	<b>131 710.45</b>	<b>5 819 103.40</b>

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement	6 356.45				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 383.34				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>8 739.79</b>				
Terrains					
Constructions sur sol propre	92 491.59				
Construction sur sol d'autrui	18 846.67				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements div	147 184.21				
Installations techniques, matériel et outillage	9 901.75				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements div	7 389.22				
Matériel de transport	70 295.36				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	61 356.53				
Emballages récup et divers	6 574.63				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>414 039.96</b>				
<b>Total Général</b>	<b>422 779.75</b>				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

## Créances et Dettes

SAUVEGARDE GLOBAL 2023

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	27 343.12	27 343.12	
Autres créances clients	2 088 854.74	2 088 854.74	
Personnel et comptes rattachés	31 494.40	31 494.40	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses			
Groupes et associés	15 449.87	15 449.87	
Débiteurs divers	598 552.17	598 552.17	
Charges constatées d'avance	69 145.07	69 145.07	
Subvention à recevoir	229 552.34	229 552.34	
<b>Total général</b>	<b>3 060 391.71</b>	<b>3 060 391.71</b>	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	839 456.23	839 456.23		
Emprunts et dettes financières divers	1 115.00	1 115.00		
Fournisseurs et comptes rattachés	249 898.23	249 898.23		
Personnel et comptes rattachés	834 589.45	834 589.45		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 405 763.06	1 405 763.06		
Etat, impôt sur les bénéfices	2 380.00	2 380.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	139 913.87	139 913.87		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 667.50	15 667.50		
Groupes et associés				
Autres Dettes	130 341.17	130 341.17		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	570 160.70	570 160.70		
<b>Total général</b>	<b>4 189 285.21</b>	<b>4 189 285.21</b>		
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice	675.00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	66 870.77			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

## Provisions

SAUVEGARDE GLOBAL 2023

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions glissements miniers, pétroller				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	340 923.11			340 923.11
<b>Provisions réglementées</b>	<b>340 923.11</b>			<b>340 923.11</b>
Provisions pour litiges	161 000.00	106 500.00		267 500.00
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme	70 060.35		64 950.00	5 110.35
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	8 700.00		1 200.00	7 500.00
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations	15 000.00			15 000.00
Provisions pour charge sociales, fiscales sur congés à				
Autres provisions pour risques et charges	333 677.90	270 824.00	107 928.00	496 573.87
<b>Provisions risques et charges</b>	<b>588 438.25</b>	<b>377 324.00</b>	<b>174 078.00</b>	<b>791 684.22</b>
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
<b>Provisions pour dépréciation</b>				
<b>Total Général</b>	<b>929 361.36</b>	<b>377 324.00</b>	<b>174 078.00</b>	<b>1 132 607.33</b>
Dotations et reprises d'exploitation		133 843.12	120 027.00	
Dotations et reprises financières			54 051.17	
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence				



L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Total Bilan : 11 342 561€

Total produits : 23 280 967€

Total charges : 22 835 480 €

Résultat : 445 487€

## 1/ Dispositions générales

### Identité, organisation

Créée en 1967, La Sauvegarde du Val-d'Oise développe et gère, sur l'un des territoires les plus jeunes de France, des activités de protection de l'enfance, de soutien à la parentalité, de médiation familiale, de prévention spécialisée, de formation, d'insertion, et de lutte contre toute forme d'exclusion.

La Sauvegarde du Val d'Oise se décompose en quatre pôles spécialisés :

- Le pôle Milieu Ouvert : il propose des interventions diversifiées de protection des enfants et adolescents vivant dans leur environnement habituel, de médiation familiale et d'accompagnement des familles en difficultés éducatives et sociales, en articulation étroite avec le Tribunal pour Enfants, le Conseil Départemental, la Caisse d'Allocation Familiale (CAF), la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) et l'ensemble de ses partenaires. Il se compose de trois services dont les actions complémentaires sont étroitement articulées : l'Espace de Médiation Éducative et Familiale (EMEF), Le service d'Action Éducative en Milieu Ouvert (SAEMO) et Le Service Éducatif d'Aide à la Gestion Budgétaire (SEAG).
- Le pôle Hébergement Éducatif : Il propose des modes d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement diversifiés pour des enfants, adolescents et jeunes adultes de la naissance à 21 ans, suite à la décision d'un juge pour enfants, ou après un contrat passé entre leurs parents, (ou le jeune s'il a plus de 18 ans), et l'aide sociale à l'enfance. Il a une double mission :  
Protéger les enfants et les jeunes qui ne peuvent demeurer provisoirement dans leur milieu de vie habituel et dont la situation nécessite un accueil à temps complet et accompagner et aider les parents, sous réserve des décisions du juge, à prendre conscience de leurs compétences, à résoudre leurs difficultés, afin de favoriser et développer les liens familiaux. Il est composé de deux services complémentaires : le Dispositif d'Hébergement d'Action Éducative (DHAÉ) et du service d'accueil familial (SAF).
- Le pôle Prévention Spécialisée et Insertion : implanté sur la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) depuis 1973, Il développe des actions de prévention spécialisée, de formation et d'insertion diversifiées auprès des jeunes de 11 à 25 ans, des quartiers prioritaires de la politique de la ville et plus largement des populations de la CACP. Toutes les actions du pôle répondent à des enjeux essentiels : prévenir et lutter contre le décrochage scolaire, les conduites à risque, la délinquance, la maltraitance les exclusions de toute sorte, pour favoriser l'intégration sociale et économique des enfants des jeunes et des adultes accompagnés. Le pôle est composé d'un service de Prévention Spécialisée (SPS) et de trois services spécifiques qui coopèrent étroitement : l'espace dynamique d'insertion CESAME, l'Auto-Ecole associative et les Ateliers Chantier d'Insertion (ACI).
- Le pôle Justice et Évaluation : il participe à la mise en œuvre de deux missions complémentaires de l'association : le Service d'investigation éducative (SIE) est chargé d'évaluer de façon approfondie le danger auquel est exposé un enfant, de recueillir tout élément de compréhension afin d'éclairer les décisions des magistrats du tribunal de Pontoise. Elle concerne les situations particulièrement complexes d'enfants et d'adolescents. Le dispositif Accueil Conseil Écoute Parent Enfant (ACEPE) animent des permanences à orientation psychologique, lieux de parole et d'échange, afin d'aider les familles dans leurs difficultés quotidiennes, avec leurs enfants. Ils mènent également des interventions diversifiées à la demande des communes du Val-d'Oise.  
Depuis 2021 ce pôle s'est enrichi d'une troisième mission confiée par la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, la Justice Restaurative.  
Enfin ce pôle porte l'action « La Toile des Ados ».

## Les faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes 2023 ont été impactés par les différents éléments cités ci-dessous :

- La fermeture de l'EDI au 30 juin 2023 avec des coûts de fermeture et aucun financement de la Région à la clôture de l'exercice.
- Le versement tardif des soldes subventions FSE de 2018 à 2021 pour les activités Auto-école et Roul'vers pour un produit de 56 812€. Ce versement a également entraîné la reprise totale de la provision FSE d'un montant de 64 950€ (60 000€ pour Auto-école et 4 950€ pour Roul'vers).
- La mise en place par le Département d'une Prime spéciale AEMO pour une charge de 58 805€ (brut chargé).
- L'intervention d'un consultant externe pour vérifier les cotisations URSSAF et Taxes sur les salaires des exercices antérieurs et non encore prescrits, un gain net de 494 844€
- La mise en place du décompte de congés payés en jours ouvrés et non plus en jours ouvrables
- La comptabilisation des en cours de facturation pour le SIE sur les Mesures en cours, un produit de 433 395 €
- La mise en œuvre de l'évaluation externe non prévue aux budgets 2023. Cette dépense a été imputée en investissements sur les établissements concernés.

Le différent juridique avec notre voisin à l'Espace Dynamique d'Insertion CESAME, évoqué dans nos rapports depuis 2020 est toujours d'actualité, la provision de 50 000€ est toujours dans nos comptes.

## Evénements post clôture des comptes

Aucun événement ayant un impact direct sur les comptes 2023 n'est à signaler.

## 2/Règles et méthodes comptables

### Conventions générales

L'association gère les établissements suivants dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre (c'est à dire que les affectations des résultats sont décidées par les organes internes à l'Association).

Etablissement sous gestion contrôlée :

- SIEGE
- SAEMO et AEMOR
- EMEF
- SIE
- SEAG
- SAF
- DH
- PREVENTION
- EMEF Partenaires

Etablissements sous gestion libre :

- ACEPE
- La Toile des Ados
- Association
- Activités connexes
- Justice Restaurative

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaisons, des frais de services gérés en commun, correspondent aux frais de siège et des prestations réciproques.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.



Le résultat de l'association résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services. En fait, compte tenu des modalités de financement utilisés et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent réglementairement exister.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

### Référentiels comptables

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'association gérant des établissements relevant du code de l'action sociale et des familles, elle entre en outre dans le champ d'application :

- o du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des normes comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- o du code de l'action sociale et des familles (CASF), pour des provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L. 312-1 du CASF.

### Dérogation aux méthodes comptables

Pour rappel le CITS 2017 et 2018 a été enregistré en fonds dédiés suite à la demande du Conseil Départemental et de la DPJJ pour les services exclusivement ou essentiellement financés par ces derniers.

Aucune dotation et aucune provision n'ont été effectués sur l'exercice 2023.

### Changement de la réglementation comptable

NEANT.

### Changement de méthode comptable à l'initiative de l'entité

Afin d'être en conformité avec l'ANC n°2014-03 et après avis des commissaires aux comptes, l'association a décidé de comptabiliser, à compter de 2023, les en-cours sur les mesures judiciaires d'investigations éducatives (MJIE). Le financeur sera informé sur le rapport d'activité de cette modification de traitement comptable, il lui appartiendra de décider d'en effectuer le rejet ou non sur les comptes administratifs.

Le montant des en-cours au 31/12/2023 est de 433 935€.

	2022	2023
En-cours	409 689	433 395
Résultat comptable sans en-cours	- 579 936	12 092
Résultat comptable avec en-cours	170 247	445 487
Produit d'exploitation		
Sans en-cours	21 469 035	21 953 930
Avec en-cours	21 878 724	22 387 325

### 3/Notes sur l'actif du bilan

#### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Logiciel : 1 à 5 ans linéaire
- Installations générales : 1 à 15 ans linéaire
- Matériel bureautique et informatique : 1 à 10 ans linéaire
- Mobilier : 1 à 10 ans linéaire
- Constructions : 5 à 20 ans linéaire
- Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire
- Mobilier de bureau : 3 à 10 ans linéaire
- Frais établissement : 2 à 5 ans linéaire
- Matériel technique : 2 à 10 ans
- Matériel et outillage : 1 à 10 ans

#### Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par la valeur d'acquisition qui comprend, après déduction des remises, rabais et escomptes de règlement.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur nominale, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

#### Amortissements

Par dérogation aux principes généraux exposés ci-dessus, les immobilisations sont amorties, à la demande des autorités de tarification, sur la base de durées d'amortissement plus longues que celles généralement retenues. Le différentiel d'amortissement fait l'objet d'une comptabilisation en charges différées.

#### Amortissements dérogatoires

Néant.

#### Tableau des filiales et participations

**TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS EXERCICE 2023**

Dénominations	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en %	Résultat exercice 2022
SCI BATIP ( 51 % du capital soit 1020 part à 1 € )	2 000	1 020	51%	6 075

Nous avons fait une avance à hauteur de 10 000 € à la SCI BATIP, dont nous détenons depuis le 17/11/2009, 51 % du capital soit 1020 parts à 1€.

#### Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. (Annexe).



## Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition.

Les dépréciations sont faites pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition par rapport au cours de la bourse, au 31/12/2023.

Les valeurs mobilières de placements détenus en fin d'exercice sont d'un montant de 137 267€ et se composent d'une part de titres de participations de la Banque Crédit coopératif pour 1 769€ et d'autre part des titres OPCVM pour un montant de 135 998€ qui couvrent nos engagements pour le CET.

La présentation au bilan a été modifiée en 2023 pour retirer de cette rubrique le montant du compte sur livret détenu auprès de la RMM, qui selon la nomenclature comptable doit être inscrit en disponibilité, ce ne sont pas des VMP. En 2022 le montant de ce compte sur livret était de 1 120 630€.

## 4/Notes sur le passif du bilan

### Les fonds propres

La variation des fonds propres par rapport à l'exercice précédent est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Le montant du report à nouveau est de -2 683 866€ en 2023 contre -1 055 693€ en 2022 soit une variation de -1 628 173€. En annexe se trouve le tableau des résultats restant à affecter pour les services sous gestion contrôlée.

La situation nette de l'Association est de 4 222 483€ en 2023 contre 4 649 752€ en 2022.

### Les subventions d'investissements

Le total des reprises de subventions d'investissement s'élève à 74 108€.

### Les provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en vertu de dispositions réglementaires qui sont les suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du CASF)
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du CASF)
- Amortissements dérogatoires
- Renouvellement des immobilisations (article D314 – 206 du CASF)

PROVISIONS REGLEMENTEES		
	2023	2022
RESERVE DE TRESORERIE	347 161	347 161
DIFFERENCE S/REALISATIONS D'ACTIF	340 923	340 923
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>688 084</b>	<b>688 084</b>

### Les provisions pour risques et charges

Du fait des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations, certaines provisions pour risques et charges attribuées par les autorités de tutelle ne représentent pas des passifs tels qu'ils sont définis dans le règlement du CRC 2000-06.

Au 31/12/2023 le solde des provisions est de : 791 684€

## Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).  
L'ensemble des comptes détenus auprès de la Caisse d'Epargne sont fusionnés.

Les amortissements de l'année 2023 sont de 66 211€.

Le montant restant dû en fin d'exercice est de 839 456€, ce poste est inscrit dans la rubrique Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit au Passif du bilan.

La rubrique « Emprunts et dettes financières diverses » comprend 1 115€ de dépôts et cautionnement reçus, essentiellement des cautions reçus par les mineurs du DHAE.

**TABLEAU DES EMPRUNTS EXERCICE 2023**

STRUCTURE	COMPTE COMPTABLE	MONTANT TOTAL EMPRUNT	Montant début exercice	AMORTISSEMENT 2023	Montant fin d'exercice
SIE / Prêt DPJJ	164700		60 980		60 980
SPS	164710	174 000	69 108	8 619	60 489
DH MAEVA	164720	54 800	10 106	3 598	6 508
MAISON RUSSE	164740	100 000	67 110	19 945	47 164
SIEGE/ACQUISITION	164820	540 000	529 703	17 877	511 826
SIEGE/TRAVAUX	164830	170 000	168 661	16 172	152 489
<b>Totaux</b>			<b>905 667</b>	<b>66 211</b>	<b>839 456</b>

## Les dettes provisionnées pour congés à payer

La dette provisionnée pour les congés à payer, et les charges sociales et fiscales y afférentes sont comprises dans les autres dettes.

En application de l'avis du CNC n°2007-05 du 04 mai 2007, la quote-part de la dette provisionnée pour congés à payer non financée au 1<sup>er</sup> janvier 2007, a été affectée au compte 115922 « Report à nouveau dépenses pour congés payés » pour un montant de 686 455 €.

Ce compte est mouvementé chaque exercice du rejet de la variation selon les instructions d'affectation de résultat par les Financeurs pour les Etablissement soumis.

Au 31 décembre 2023 le solde de ce compte s'élève à : 1 105 510€ contre 918 260€ en 2022.

Le montant total de la variation des congés à payer pour 2023 est de : -99 032,85 €, dont -5 740€ pour les établissements en gestion propre.

L'affectation de cette variation en gestion contrôlée fera l'objet, après clôture de l'exercice et réception des rapports de discussion de CA des financeurs d'une remontée au compte 115922 « Report à nouveau dépenses pour congés payés », appartenant à la rubrique des comptes de report à nouveau des activités sociales et médicaux sociales.



## 5/Notes sur le compte de résultat

Les charges et les produits composants le résultat de l'exercice des activités soumises à approbation, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Les affectations des résultats des établissements soumis à contrôle par financeurs seront affectées au reçu du rapport de discussion de CA 2023 et portées en principe sur les budgets 2025.

### Résultat effectif Etablissement sous Gestion Contrôlée

	RESULTAT COMPTABLE 2022	RESULTAT COMPTABLE 2023	AFFECTATION RT N-2	VARIATION CP	RESULTAT A AFFECTER
SIEGE	-6 796	-133 365	0	9 396	-123 969
DHAE	252 162	56 116	188 650	5 457	250 223
SAF	-281 335	-13 108	101 610	- 156 729	-68 227
SAEMO	-588 606	-25 801	0	56 765	30 963
SEAG	109 542	-8 366	134 513	944	127 090
EMEF	-8 628	-50 921	1 059	6 732	-43 130
SIE	-26 938	402 820	32 385	- 2 594	432 611
SPS	196 026	235 181	-147 080	- 13 262	74 839
<b>TOTAL GESTION CONTROLEE</b>	<b>-354 573</b>	<b>462 556</b>	<b>311 137</b>	<b>-93 292</b>	<b>680 400</b>

### Résultat effectif Etablissement Gestion Libre

	RESULTAT COMPTABLE 2022	RESULTAT COMPTABLE 2023
ASSOCIATION	4 633	27 848
AUTO ECOLE	-70 891	94 308
ACEPE	-9 828	61
CEJ	3 372	18 711
CHANTIERS	1 376	20 385
EDI	-12 390	-122 474
JUSTICE RESTAURATIVE	-3 456	-7 662
LA RECOLTE	-2 399	50 937
LDA	-7 371	16 562
MAISON RUSSE	-33 005	-53 317
ROUL VERS	-25 586	50 754
TOILE DES ADOS	319	-1 471
VELO SERVICES	-70 135	-111 711
<b>TOTAL GESTION PROPRE</b>	<b>-225 361</b>	<b>-17 069</b>

### Résultat comptable global

RESULTAT COMPTABLE	2022	2023
TOTAL GESTION PROPRE	-225 361	-17 069
TOTAL GESTION CONTROLEE	-354 573	462 556
<b>TOTAL SAUVEGARDE 95</b>	<b>-579 934</b>	<b>445 487</b>

## Ventilation des produits de la tarification et subventions

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EXERCICE 2023																	
COMPTES 73-74	CD 95	ETAT	CACP	REGION	AGGLO	MAIRIE	SNCF	FONDA TION DE France	POLITI QUE DE LA VILLE	FSE	FIPD	CAF	CGET	AUTRES	TOTAL 2023	TOTAL 2022	VARIATIO N 2023- 2022
Tarifications																	
SAEMO	4 863 650														4 863 650	4 592 291	271 359
EMEF	127 353														127 353	131 506	-4 153
SAF	4 827 547														4 827 547	4 908 416	-80 869
DDHB	3 006 469														3 006 469	2 938 779	67 690
SEAG	353 043														353 043	475 434	-122 390
SIE		1 856 841													1 856 841	1 331 656	525 185
PREVENTION	2 107 488														2 107 488	2 143 081	-35 593
SOUS TOTAL	15 285 549	1 856 841	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 142 391	16 521 162	621 228
Subvention																0	0
EMEF	13 070		3 000									158 537		61 806	236 412	220 268	16 145
SEAG		18 132													18 132	15 000	3 132
PREVENTION	147 080				637 413	70 500			30 000		1 000			64 600	950 593	769 781	180 812
CHANTIERS									20 767						20 767		
EDI	70 110		18 000	47 722					17 500	16 399				-1 333	168 399	420 236	-251 837
LDA	14 850	291 127	61 100			34 000		8 500	27 000		6 667			10 000	453 244	407 647	45 597
MAISON RUSSE															0	0	0
VELO SERVICE	44 850	277 327	30 000			4 405	31 435			-4 127	6 667				390 557	432 570	-42 013
AUTO ECOLE			9 000			2 568			7 000	61 520	13 500			8 306	101 894	30 500	71 394
ROUL VERS	8 910	256 941		6 500						47 885	4 103			111 370	435 708	225 284	210 425
ALIMENT.SOLIDAIR	1 000	93 199	3 000	43 025				30 000			2 564			38 708	211 495	166 588	44 907
TOILE DES ADOS															0	0	0
ACEPE	11 552		3 000			3 600							37 642		55 794	56 394	-600
DDHB	162 284														162 284	151 183	11 101
SAF	68 836														68 836	41 106	27 730
SAEMO	365 450														365 450	263 246	102 203
SIE															0	0	0
JUSTICE RESTAURATIVE															0	0	0
CEJ				220 523										4 200	224 723	30 848	193 875
SOUS TOTAL SUBV	907 991	936 726	127 100	317 770	637 413	115 073	31 435	38 500	102 267	121 678	34 500	158 537	37 642	297 657	3 864 289	3 230 651	612 871
TOTAL GENERAL	16 193 540	2 793 567	127 100	317 770	637 413	115 073	31 435	38 500	102 267	121 678	34 500	158 537	37 642	297 657	21 006 680	19 751 813	1 234 099

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées à leur date de notification par les financeurs, et affectées à la mise en œuvre des missions sociales. L'accord de financement conclu entre l'association et les financeurs définit la période de référence, les activités financées, et les obligations de justifications des dépenses engagées dans la réalisation de ces activités.

La part du financement à comptabiliser en produits de l'exercice est déterminée :

- Soit à partir du rapport financier lorsque celui-ci est terminé avant la clôture des comptes. Dans ce cas, la somme à affecter en produits est déterminée par les dépenses justifiées,
- Soit par une évaluation des dépenses « justifiables » engagées dans la période de référence, lorsque le rapport financier n'a pas été établi avant la clôture des comptes. C'est le cas notamment des financements pluriannuels.



## Indemnités de fin de carrière

Engagements en matière de pensions et d'indemnités de départ à la retraite du personnel.

Le code du travail et la convention collective dont dépend l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Aucun accord particulier y dérogeant n'a été signé.

Le montant des engagements pour les indemnités de fin de carrière est évalué selon les hypothèses suivantes :

Paramètres de calcul des IDR exercice 2023		
Hypothèses démographiques		
Taux de turnover		
Cadre		
Âge	Catégorie	Taux de turnover
0	<30	14%
30	30 - 39	24%
40	40 - 49	8%
50	50 - 59	5%
60	60+	17%
Non Cadre		
Âge	Catégorie	Taux de turnover
0	<30	43%
30	30 - 39	20%
40	40 - 49	26%
50	50 - 59	11%
60	60+	33%
Table de mortalité utilisée		
TH17_19/TF17_19		
Âge de départ à la retraite	Cadre	65
	Non Cadre	62
Hypothèses financières		
Taux d'actualisation	3,17%	
Taux annuel d'évolution salariale	Cadre	1,00%
	Non Cadre	2,25%
Taux de charges moyen	Cadre	57,00%
	Non Cadre	50,00%

Le montant de la dette actuarielle calculé au 31/12/2023 s'élève à 309 079€.

Cet engagement n'est pas constaté sous la forme de provisions.

Date d'évaluation	31/12/2023
Date de la simulation	15/04/2024
Méthode de calcul	PUCM IFRIC2021
Engagement PIDR	309 078,90 €
Taux d'actualisation	3,17%
Durée moyenne pondérée	5,02

## Tableau des effectifs

EFFECTIF AU 31/12/2023			
	ETP		
	AU 31/12/2023	AU 31/12/2022	ECART
Personnel de direction	9	9	0
Personnel médical	16,9	13,44	3,46
Personnel éducatif	223,8	221,48	2,32
Personnel de service	12,59	11,12	1,47
Personnel administratif	37,2	37,2	0
Personnel en insertion*	57,82	52,93	4,89
<b>TOTAL</b>	<b>357,31</b>	<b>345,17</b>	<b>12,14</b>

\* apprentissage et contrats aidés

## Rémunération des dirigeants

Les trois personnes entrant dans le champ d'application de la loi sont :

- o La Présidente,
- o Le Trésorier,
- o Le Directeur de l'association.

Seul le Directeur de l'association bénéficie d'une rémunération. Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, celle-ci reste confidentielle.

## Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 40 560€ TTC (article R 123-198 du code de commerce) au titre du contrôle légal des comptes annuels.

## Compte épargne temps

Un compte épargne temps est mis en place depuis 2000 dont la gestion est confiée à Malakoff Humanis. Au 31/12/2023, le montant de l'engagement de la Sauvegarde pour ses salariés est de 219 957€ Cet engagement est couvert par des VMP et une provision pour CET. Une souscription de 68 631€ est faite en début d'exercice 2024 correspondant aux demandes des salariés effectués au 31 décembre de l'exercice.

Les montants retirés du CET sur demande du salarié sont versés sur le bulletin de salaire et sont enregistrés dans les comptes de salaires et charges sociales et fiscales.

Le produit généré par le rachat des VMP en couverture du paiement aux salariés est enregistré au crédit d'un compte de la classe 64 « salaires et charges ».

La reprise de provision pour le CET se justifie par l'abondement des placements effectués en 2023.

## Bénévolat et mise à disposition

Les temps passés par les administrateurs dans le cadre de leurs fonctions et les conventions de bénévolat signées pour 2023 sont de 3 069 heures. La valorisation retenue correspondant au taux horaire moyen des directeurs pour l'année 2023, charges sociales et fiscales comprises. Le montant valorisé d'élève à 146 183€.

Le total du bénévolat pour l'exercice 2023 s'élève à 146 183€.

## Engagements reçus ou donnés au cours de l'exercice

Les engagements financiers à plus d'un an sont détaillés en annexe « des créances et des dettes ».  
Aucun engagement hors bilan autre que l'engagement retraite détaillé dans ce document n'est à signaler.

## Tableau détaillés des provisions

## TABLEAU DES PROVISIONS 2023

NATURE DES PROVISIONS	Montant début exercice	Dotation exercice		Reprise exercice	Montant fin exercice
		Affectation Résultat	Dotation		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>					
RISQUES PRUD'HOMMES	111 000		106 500		217 500
PERSONNEL +20ANS	8 700			1 200	7 500
CREANCES FSE	64 950			64 950	
LITIGE ACCES MAISON RUSSE	50 000				50 000
RISQUE CREANCE DEPOT GARANTIE SARCELLES	5 110				5 110
LITIGE SARCELLES ET RISQUE CREANCE SPS	100 293				100 293
SPS DEMENAGEMENT/CA	15 000				15 000
APPRENTIS	48 946	55 000		37 053	66 893
REMISE AUX NORMES	15 000				15 000
PROJET INTERNATIONAUX	20 159				20 159
ACTION EDUCATIVE	35 000				35 000
ACTION CULTURELLE	10 000				10 000
BOURSES PERMIS CACP	5 000				5 000
MATERIEL TELEPHONE	5 000				5 000
POUR ACCESSIBILITE PMR	29 000				29 000
INFLATION CET	65 280			54 051	11 229
RELATION CITOYENNE CA 2022		184 000			184 000
PROJET EXPERIMENTALE CA 2017		31 824		16 824	15 000
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>588 438</b>	<b>270 824</b>	<b>106 500</b>	<b>174 078</b>	<b>791 684</b>



## Tableau de suivi des fonds associatifs

### TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS EXERCICE 2023

LIBELLE	Solde au début de l'exercice	Affectation résultat	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Solde à la fin de l'exercice 2023	variation	dont activité Contrôlée	dont activité propre
	A	B	C	D		E= A+B+C-D			
<b>Fonds propres</b>							0		
Fonds associatifs sans droit de reprise	237 300					237 300	0		
Ecart de réévaluation						0	0		
Réserves						0	0		
- Statutaires ou contractuelles	57 883					57 883	0		
- Réserves réglementaires :						0	0		
- investissement	2 165 618					2 165 618	0		
- compensation	1 455 258		187 971	12 490		1 630 739	175 481	175 481	
- trésorerie	1 613 616					1 613 616	0		
- Autres réserves	755 706					755 706	0		
Report à nouveau gestion libre	404 902	-225 361		37 647	-145 134	-3 240	-408 142		-408 142
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposable aux financeurs	-2 313 217			-69 974		-2 243 243	69 974	69 974	
Résultat de l'exercice	-579 936		1 025 423			445 487	1 025 423	817 131	208 292
						0	0		
<b>Autres fonds associatifs</b>						0	0		
Fonds associatifs avec droit de reprise :						0	0		
- Apports						0	0		
- Legs et donations						0	0		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	852 622		12 490	1 302 495		-437 383	-1 290 005	-1 290 005	
Ecart de réévaluation						0	0		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	163 780		19 000	74 108	145 134	253 806	90 026	-55 108	145 134
Provisions réglementées						0	0		
- Réserve de trésorerie	347 161					347 161	0		
- Amortissements dérogatoires						0	0		
- Provision pour renouvellement des immobilisations						0	0		
- Différence sur réalisations d'éléments d'actif	340 923					340 923	0		
Droit des propriétaires (commodat)						0	0		
						0	0		
<b>TOTAUX</b>	<b>5 501 616</b>	<b>-225 361</b>	<b>1 244 884</b>	<b>1 356 765</b>	<b>0</b>	<b>5 164 374</b>	<b>-337 242</b>	<b>-282 527</b>	<b>-54 716</b>

La décomposition des fonds propres et leur variation par rapport à l'exercice précédent sont indiquées dans le tableau de variation des fonds propres. L'association assurant la gestion d'établissements relevant du code de l'action sociale et des familles, un certain nombre de postes constitutifs des fonds propres ne peuvent être mouvementés que sur décision des autorités de tarification.

En conséquence, une ventilation est opérée entre les postes sur lesquels l'organe délibérant de l'association à la maîtrise et ceux pour lesquels elle doit les conformer aux décisions de l'autorité de tarification.

Cette distinction trouve à s'appliquer dans une ventilation des réserves et une ventilation des résultats.

Le montant du report à nouveau est de -2 683 866€ en 2023 contre -1 055 693€ en 2022.

La situation nette de l'association est de 4 222 483€.

## L'affectation du résultat

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé, en 2023, les comptes de l'exercice 2022, le résultat des activités propres de l'association de l'exercice 2022 a été affecté en report à nouveau.

Les résultats N-1 pour le SPS et N-2 pour les autres établissements des activités sociales et médico-sociale sous gestion contrôlée, ont été affectés conformément aux rapports reçus à la clôture de l'exercice au 31/12/2023. Ces mouvements se retrouvent dans la variation des fonds propres.

## Variation des fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice la part des ressources affectées par un tiers financeur à la réalisation d'un projet défini. A ce titre sont constatés en fonds dédiés les montants des ressources non consommées.

TABLEAU DES FONDS DEDIES EXERCICE 2023				
NATURE DES FONDS DEDIES	Montant global	Dotation exercice	Reprise exercice	Fonds dédiés clôture au 31/12/2023
				Montant global
Fonds dédiés à l'Investissement	466 935			466 935
Fonds dédiés CITS	235 522		56 056	179 466
Fonds dédiés Subventions	538 525	19 298	10 455	547 368
Autres Fonds dédiés	3 450			3 450
<b>TOTAL FONDS DEDIES</b>	<b>1 244 433</b>	<b>19 298</b>	<b>66 511</b>	<b>1 197 219</b>

## Charges constatées d'avance

### DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE EXERCICE 2023

Détail Charges constatées d'avance	Montants
Charges constatées d'avance SIEGE	34 979
Charges constatées d'avance DHAE	1 097
Charges constatées d'avance CEJ	25 000
Charges constatées d'avance SPS	5 990
Charges constatées d'avance SAF	2 079
<b>Total Charges constatées d'avance</b>	<b>69 145</b>

Ces charges sont essentiellement constituées de loyers ou d'abonnements de l'exercice 2024.

## Produits constatés d'avance

### DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE EXERCICE 2023

Détail Produits constatés d'avance	Montants
Produits constatés d'avance PREVENTION	700
Produits constatés d'avance LDA	8 500
Produits constatés d'avance AUTO ECOLE	10 750
Produits constatés d'avance CEJ	550 211
<b>Total produits constatés d'avance</b>	<b>570 161</b>

Il s'agit essentiellement de subventions pour CEJ, cette subvention cours sur 3 années.



## Subventions d'investissements

**TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT EXERCICE 2023**

COMPTES 13	COMPTES 13			COMPTES 139		
	Montant début exercice	Souscription	Montant fin exercice	Montant début exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
<u>Subvention d'investissement</u>						
Maison Russe- Région	100 000		100 000	100 000		100 000
Maison Russe- CACP	50 000		50 000	42 708	2 500	45 208
Maison Russe- Caisse Epargne	30 000		30 000	25 625	1 500	27 125
Maison Russe- Poniatovski	5 000		5 000	4 271	250	4 521
Maison Russe Extension-Région	70 063		70 063	40 212	4 129	44 341
Maison Russe Extension-CACP	29 500		29 500	16 931	1 739	18 670
Maison Russe Extension-CD 95	19 000		19 000	10 905	1 120	12 025
Maison Russe Extension-Eragny	9 000		9 000	5 174	530	5 704
DDHB TVX MAEVA-CD95	53 799		53 799	53 799	5 471	59 270
DDHB TVX Direction-CD95	255 000		255 000	231 313	35 317	266 630
DDHB TVX BESSANCOURT	49 342		49 342		4 519	4 519
AUTO-ECOLE	0	27 898	27 898			0
CHANTIERS	0	4 000	4 000			0
ROUL VERS	0	19 000	19 000		1 811	1 811
LDA	0	74 966	74 966		519	519
LDA-ETAT	12 600		12 600	5 005	7 560	12 565
SPS LDA-CAMION	5 000		5 000	5 447	1 231	6 678
SPS LDA MACHINES DANTAN	4 000		4 000	133	1 333	1 466
VELO	0	38 270	38 270			0
SPS VELO-COMMUNE SOLIDAIRE	3 064		3 064			0
SPS VELO-COMMUNE TROTINETTE	3 924		3 924			0
SPS VELO-CAMION ATELIER	3 710		3 710	3 710		3 710
SPS VELO- APP	7 526		7 526	4 865	1 505	6 370
SPS VELO-Air France	30 000		30 000	29 724		29 724
SPS VELO-Région	22 300		22 300	22 300		22 300
SPS VELO-CD95	5 000		5 000	4 440	560	5 000
SPS VELO Incendie-Divers reclas cpte 102-103	24 495		24 495	21 980	2 515	24 495
SPS VELO - CAMION ATELIER						0
<b>TOTAL</b>	<b>792 323</b>	<b>164 134</b>	<b>956 457</b>	<b>628 542</b>	<b>74 108</b>	<b>702 650</b>
<b>SOLDE</b>						<b>253 807</b>

Subventions d'investissement	Total au 31/12/2022	Augmentation	Quote-part virée au résultat	Transfert	Total au 31/12/2023
	792 323	19 000	145 134	0	956 457

## Tableau des produits à recevoir

**PRODUITS A RECEVOIR EXERCICE 2023**

Produits à recevoir	Montants
ROUL VERS	94 298
VELO	4 016
ACEPE	84 405
SPS	41 746
ALIMENTATION SOL	5 087
<b>TOTAL</b>	<b>229 552</b>

Il s'agit en subvention qui ont été notifiées sur 2023 mais encaissées en 2024.

## Tableau du résultat financier

<b>CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS</b>	
<b>Détail des charges</b>	<b>Montants</b>
<b>Interets et provisions financières</b>	
Interet sur emprunt DH	202
Interet sur emprunt MAISON RUSSE	464
Interet sur emprunt PREVENTION	1 805
Interet sur emprunts SIEGE	10 151
<b>TOTAL</b>	<b>12 622</b>

<b>Détail des produits</b>	<b>Montants</b>
<b>Produits autres valeurs mobilières</b>	
revenu de placement / ASSO	9 855
Reprise provision CET	54 051
Autres intérêts et produits assimilés	63
<b>TOTAL</b>	<b>63 969</b>

<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>51 347</b>
---------------------------	---------------



## Tableau du résultat exceptionnel

<b>CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS EXERCICE 2023</b>	
<b>Détail des charges exceptionnelles</b>	
ASSO	21 967
SIEGE	411
ACEPE	4 690
DH	5 132
PREVENTION	400
CHANTIERS	11
LDA	9 955
AUTO ECOLE	1 540
VELO SERVICES	9 506
ROUL VERS	564
SAF	1 800
SEAG	650
<b>TOTAL</b>	<b>56 625</b>
<b>Détail des produits exceptionnels</b>	
<b>Sur opérations de gestion</b>	<b>742 465</b>
SIEGE	2 450
ASSO	4 546
PREVENTION	720
DHAE	74 921
SAF	194 651
SEAG	6 417
SAEMO	443 138
LDA	8 000
VELO	1 575
EDI	876
LA RECOLTE	5 172
<b>Sur opérations en capital</b>	<b>87 208</b>
<b>Produits de cession de biens</b>	<b>13 100</b>
Produits de cession / ROUL VERS	1 500
Produits de cession / DHAE	9 600
Produits de cession / LDA	2 000
<b>Reprise QP sur subventions</b>	<b>74 108</b>
Reprise QP subvention / MAISON RUSSE	4 250
Reprise QP subvention / MAISON RUSSE Ext	7 518
Reprise QP subvention / DH	45 307
Reprise QP subvention / VELO	4 580
Reprise QP subvention / ROUL VERS	1 811
Reprise QP subvention / LDA	10 643
<b>Autres produits</b>	<b>0</b>
SIEGE	
SIE	
<b>TOTAL</b>	<b>829 673</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>773 048</b>

Dans le résultat exceptionnel figure les remboursements reçus par l'URSSAF suite à l'intervention d'un prestataire pour un montant total de 703 413€.

